



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Institut national
de recherches archéologiques



Monsieur Henri KNAFF

Office national du remembrement

30-32, boulevard de la Foire

L-1528 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 24 mars 2022

Objet : Levée de contrainte archéologique conformément à l'article 5 point 3 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel pour le projet de remembrement viticole, sis Schengen, section RA de Wintrange, aux lieux-dits « Hommelsbierg, Fielsbierg », référence INRA 1206-AU/22.4294

Monsieur Knaff,

J'ai l'honneur de vous informer qu'après l'évaluation des incidences des travaux planifiés dans le cadre du projet mentionné en objet sur le patrimoine archéologique sur base des documents remis et selon l'état actuel de nos connaissances, le terrain de ce projet ne présente qu'une faible potentialité archéologique. Au vu de ces éléments et conformément à l'article 5 point 3 de la loi relative au patrimoine culturel, ledit projet bénéficie d'une levée de contrainte archéologique.

Aucune investigation scientifique de terrain n'ayant eu lieu, il est néanmoins porté à votre connaissance que la présence d'éléments faisant partie du patrimoine archéologique ne peut pas être entièrement exclue. En cas de découverte fortuite d'éléments du patrimoine archéologique, il y a lieu d'appliquer les articles 16 et 17 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel qui prévoient que l'auteur de la découverte et le propriétaire du terrain doivent veiller à la conservation provisoire des éléments du patrimoine archéologique découverts et en informer l'Institut national de recherches archéologiques au plus tard le jour ouvré qui suit la découverte en indiquant l'endroit précis des découvertes. Par conservation provisoire, on entend l'arrêt immédiat des travaux sur le terrain concerné et le maintien en l'état sans déplacement de tout élément découvert. Il est interdit de déplacer tout élément du patrimoine archéologique découvert à moins d'avoir obtenu l'accord écrit préalable du ministre.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Institut national
de recherches archéologiques

Par ailleurs, dans le cas où ledit projet ferait l'objet de modifications, notamment en ce qui concerne la profondeur des aménagements ou/et la surface totale du projet, le projet doit être resoumis à l'INRA pour réévaluation sur base des nouveaux documents qui seront transmis.

Veillez agréer, Monsieur Knaff, l'expression de mes salutations distinguées.

Sam Tanson

Ministre de la Culture